

Promouvoir les opportunités pour « changer le monde »

La situation est difficile. Droite et FN sont au plus haut. Le chômage est toujours élevé, l'austérité règne sur les salaires. La France fait face à une menace terroriste inédite et ses forces militaires sont engagées simultanément sur plusieurs théâtres d'opération.

Nous dénonçons, non sans raison, les effets négatifs de la politique de François Hollande et Manuel Valls, le non-respect des promesses électorales et le rejet des partis politiques qu'elle entraîne. Des manœuvres politiques se développent pour isoler les défenseurs des valeurs de gauche et ouvrir la voie à des combinaisons politiciennes droitières.

Les médias favorisent les idées d'accommodements à la crise, ainsi que les thèses patronales les plus conservatrices, minorent la place faite aux syndicalistes, aux idées transformatrices, au PCF. Le patronat, ragaillardisé par ce climat, multiplie ses efforts pour obtenir des reculs sociaux généralisés.

Dans ce contexte, l'affaiblissement du PCF est un handicap. Il a perdu une bonne partie de ses forces électorales et de ses élus aux différentes élections : régionales 2015 mais aussi élections législatives et municipales. Il a reculé en potentiel de rayonnement et d'attractivité. Ces reculs ont de lourdes conséquences en moyens matériels et humains.

Mais, faut-il en rester à ce constat dans le champ politique pour comprendre la situation ? Non, il faut tenir compte de la situation nouvelle créée par l'amplification de la crise économique et financière mondiale depuis 2008. Celle-ci est inséparable du développement de la mondialisation des échanges, du bouleversement entraîné par les mutations technologiques, de la volonté des groupes capitalistes de maintenir au plus haut leur marge de profits. Ces contraintes sont fortes et touchent l'action politique dans tous les pays.

Les facteurs énumérés jusqu'ici sont tous des facteurs extérieurs à l'action propre du PCF. Peut-on se dispenser pour autant de l'analyse de notre action propre, de ses conséquences ou non-conséquences ? Si nous l'oublions, cela voudrait dire que nous n'avons aucune prise sur la réalité extérieure, donc que nous ne servons à rien !

Il faut donc questionner nos choix politiques, stratégiques en matière d'union et rassemblement, notamment notre vision du Front de gauche, son échec de fait. Nous devons questionner nos objectifs d'action, leur cible, leur formulation et leur impact dans la population. Là aussi, ne faut-il pas reconnaître leur échec en terme de résultats sur le plan social, sur le plan de la lutte pour la paix, la justice sociale ? Nous n'avons pas réussi à nous appuyer directement sur le mouvement social comme l'ont fait Syriza et Podemos ? Pourtant, le 5 janvier 2009, la déclaration commune « Propositions et revendications des organisations syndicales » constituait une formidable opportunité...

Ne pas faire cet examen critique signifierait que nous nous complaisons dans **une posture commode de « victimisation »** (c'est de la « faute aux autres », qui sont « méchants » : « méchants socialistes », « méchants médias », etc.).

Pour autant, notre analyse doit porter plus loin que les « contraintes » à notre action qui viennent d'être énumérées. En rester là, serait ne pas avoir une vue contradictoire, donc marxiste, de la réalité dans laquelle nous évoluons.

Or les « opportunités », les points d'appui, sont tout aussi présents que les « contraintes » dans le monde d'aujourd'hui, en font intrinsèquement partie, sont tout aussi potentiellement puissantes et ne relèvent pas d'un quelconque idéalisme ou optimisme incorrigible.

Sur le plan économique, la révolution industrielle, l'informatisation, la révolution informationnelle favorisent de nouvelles formes de production, plus décentralisées, plus collaboratives ou participatives. Elles peuvent être des leviers pour desserrer l'étau des multinationales. En France, l'économie sociale et solidaire connaît un renouveau certain. « L'ubérisation » n'est que la face négative de cette évolution, elle n'est pas fatale, et peut se transformer par sa force de décentralisation en force positive au service des travailleurs. Les réflexions de l'économiste Jeremy Rifkin sur une révolution industrielle basée sur la micro-production sont stimulantes à cet égard. En même temps, le rapport du député Terrasse montre que l'économie collaborative, s'il y a une volonté politique, peut respecter la législation fiscale et du travail.

La révolution informationnelle, le développement d'internet et des réseaux sociaux, peut devenir et est déjà un formidable outil qui favorise l'intervention individuelle, la responsabilisation et la place des opinions publiques et des interventions citoyennes. Elle peut constituer l'ossature d'une nouvelle citoyenneté, mais pour cela, pose un formidable enjeu d'éducation populaire, de développement d'une civilisation et d'une culture de paix mondiale.

Les 70 ans de la création des Nations unies rappellent qu'a réussi à se développer une extraordinaire communauté mondiale, où les 195 pays de la planète coexistent malgré les remous et les affrontements de puissance, créent des normes de vie commune (le succès politique de la COP21 est là pour l'illustrer). Cette communauté mondiale à renforcer, vivifier, représente la seule perspective face **aux tendances toujours présentes de divisions** et de rejet de l'autre, aux nostalgies de communautarismes, religieux ou idéologiques, avec leurs affrontements sanglants. Au service de cette communauté mondiale, le droit international a connu un développement en surface et en contenu ultra-rapide en 70 ans.

Ces « opportunités » fortes montrent qu'il y a **place pour un renouveau de l'action** pour l'évolution de la société, pour une revivification de l'action politique en France. L'observation des débats dans le tissu associatif, le tissu syndical montre qu'il existe une « soif de politique » même si elle ne s'exprime pas en tant que telle, même si elle peut paraître masquée par un rejet de la « classe » politique. Refus des inégalités, soif de justice sociale, besoin d'être consultés et entendus, aspiration à la paix sont quelques unes des aspirations qui traversent nos sociétés.

Il y a **place pour un instrument d'action politique, donc un PARTI POLITIQUE**, capable de promouvoir les « opportunités », celles qui feront « changer le monde », et capable de favoriser les rassemblements pour ces buts.

Les cartels, les « fronts » peuvent être utiles, mais peuvent aussi se révéler des impasses, si ils débouchent sur des propositions qui ne sont que des additions de revendications et de compromis politiques, générant plus d'étroitesse que d'élargissement. Or le but est de construire des rassemblements politiques sur des objectifs prioritaires, clairs et progressistes, ancrés dans le réel ,et

tournés vers l'action et le rassemblement. C'est dans ces actions que se trouvent les bases de la rénovation de la vie politique.

Ces repères visent à faire du « COMMUN » en France, en Europe, dans le monde. C'est ce qui fonde le besoin de disposer demain d'un parti profondément COMMUNISTE, **d'un parti pour un communisme du 21^e siècle**. Quel que soit son nom, actuel ou nouveau, celui-ci sera forcément différent de l'existant dans son fonctionnement, sa stratégie, ses capacités d'ouverture aux autres, à l'intérieur et à l'extérieur vers l'Europe et le monde.

9 février 2016 - Daniel Durand – section de Saint-Étienne